

## FRANÇOIS-FERDINAND ET LA ROUMANIE

JEAN-PAUL BLED

(Paris)

François-Ferdinand compte parmi les responsables de la Double Monarchie à avoir marqué une réelle sympathie pour la Roumanie. Il s'affirme un parti résolu de l'alliance roumaine dont il veut faire une pièce maîtresse de la diplomatie austro-hongroise. Encore en juin 1914, l'avenir de cette alliance figure parmi ses principaux sujets de préoccupation.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un bref rappel est nécessaire. Le point de départ est le traité d'alliance qui lie depuis août 1883 la Roumanie à la Double Monarchie. Celle-ci a profité du sentiment d'amertume laissé chez les Roumains par la guerre de 1877/78. Si leur participation au conflit les a libérés des derniers liens qui les rattachaient à l'Empire ottoman, la Russie leur a imposé un échange de territoires qu'ils tiennent pour inique. En dédommagement des riches contrées de la Bessarabie méridionale, la Roumanie n'a reçu que le nord de la Dobroudja beaucoup moins fertile. Son ressentiment s'est encore accru de la crainte que lui inspire la création, à ses frontières, d'un Etat bulgare dont elle peut redouter qu'il ne soit un pion entre les mains de la Russie. La question de la Transylvanie où la majorité roumaine est soumise à l'autorité de la minorité hongroise ne suffit pas à dissuader le roi Carol I<sup>er</sup>. Entre deux maux il faut choisir le moindre. Le souci de la sécurité primant, un traité d'alliance est signé, le 30 août 1883, avec la Double Monarchie. Celui-ci n'en comporte pas moins un grave facteur de fragilité. N'ignorant pas qu'il serait mal reçu par l'opinion, Carol a choisi de le garder secret. En d'autres termes, le traité ne tiendra durablement qu'à la condition que la question de la Transylvanie ne s'envenime pas. L'entente des deux Etats risquerait de ne pas résister à une aggravation du sort de la population roumaine en Transylvanie.

Plusieurs raisons se conjuguent pour expliquer cette sympathie marquée par François-Ferdinand à la Roumanie. La première est d'autant plus importante qu'elle est d'ordre personnel. Elle tient au mariage morganatique de François-Ferdinand avec la comtesse Sophie Chotek. Pour être autorisée à l'épouser, il a dû se résoudre à accepter que Sophie – tout comme les enfants à naître du mariage – ne serait pas admise au sein de la famille impériale. Pour marquer la différence, François-Joseph lui a accordé le titre de duchesse et non d'archiduchesse exclusivement réservé aux femmes de la famille impériale. Lors de visites en dehors de la Monarchie, les cours étrangères étaient supposées lui appliquer, comme à Vienne, un protocole en rapport avec son rang. Aussi tout prince qui, recevant le couple, ignorait cette obligation, était-il certain de s'attacher la gratitude et l'amitié de François-Ferdinand.

Or, précisément, le roi Carol a ce geste envers ses hôtes. En juillet 1909, François-Ferdinand et Sophie répondent à une invitation officielle du couple royal de Roumanie. François-Joseph aurait certes pu s'opposer à la participation de Sophie au voyage. Il s'en abstient de crainte d'offenser un prince allié de la Double Monarchie. Indépendamment de toute considération politique, François-Ferdinand retient de cette invitation qu'elle vaut reconnaissance officielle de la position de Sophie. Carol a d'ailleurs été très clair dans sa lettre : « Mon épouse et moi-même, nous nous réjouissons de faire enfin la connaissance de ta chère épouse que nous recevrons comme toi, cher cousin, les bras ouverts »<sup>1</sup>. Le protocole roumain se comporte en conséquence. Ainsi, lors du dîner de gala, Sophie est assise à la droite du roi, une place qu'elle n'a jamais occupée à la Hofburg.

Sur un plan plus politique, l'intérêt porté par François-Ferdinand aux Roumains et à la Roumanie renvoie à soin hostile de fond envers la Hongrie. Celle-ci repose sur la conviction que tous les maux auxquels la Monarchie est confrontée trouvent leur origine en Hongrie. Quoi d'étonnant après cela qu'ils tiennent les Hongrois en détestation, une détestation dans laquelle on peut sans mal discerner un fil directeur de sa pensée et de sa politique ! « Le soi-disant « bon Hongrois » n'existe pas, martèle-t-il. Tout Hongrois, qu'il soit, ministre, prince, cardinal, bourgeois, métayer ou valet de ferme est un révolutionnaire et une canaille<sup>2</sup> ». Sur ce point, il est très proche du prince Felix Schwarzenberg qui assimilait naguère les Magyars à des rebelles et avait, en conséquence, entrepris en 1849 de les mater. Leurs intrigues avaient culminé dans le compromis de 1867 qu'ils avaient arraché à François-Joseph après le désastre de Sadowa et par lequel ils avaient porté un coup sévère à l'unité de la Monarchie. Après cette première étape, François-Ferdinand les soupçonne de travailler maintenant à l'établissement d'une simple union personnelle entre l'Autriche et la Hongrie.

A la lumière de cette analyse, François-Ferdinand se fixe donc pour priorité de revoir de fond en comble les relations avec la Hongrie. On n'entrera pas ici dans le détail du plan qu'il se proposait d'appliquer, une fois monté sur le trône. Celui-ci a d'ailleurs connu plusieurs modifications au fil des années. On relèvera cependant que ces diverses moutures ont un point commun : l'introduction du suffrage universel en Hongrie dont François-Ferdinand attend qu'il sape le pouvoir exercé par la noblesse hongroise et assure aux nationalités du royaume une représentation à la diète en accord avec leur poids. Des personnalités roumaines de Transylvanie comme Aurel Popovici, Iuliu Maniu ou Alexandru Vaida-Voevod fréquentent d'ailleurs le Belvédère, la résidence viennoise de l'Archiduc. Si celui-ci ne les reçoit que rarement – très épisodiques, ses séjours à Vienne sont généralement

<sup>1</sup> Gerd Holler, *Franz Ferdinand von Österreich-Este*, Vienne, Ueberreuter, 1982, p. 105.

<sup>2</sup> Cité dans Robert A. Kann, *Erzherzog Franz Ferdinand Studien*, Vienne, 1976, pp. 114–115.

courts – ils sont en revanche en contact régulier avec l’officier responsable de sa Chancellerie militaire : le commandant Brosch Edler von Aarenau d’abord, le colonel Bardolff ensuite.

Dans ce trio, Aurel Popovici mérite une mention particulière. Il est en effet l’auteur d’un vaste plan de réforme de la Double Monarchie développé dans un essai publié en 1906 dont le titre à lui seul a la valeur d’un programme : *Les Etats-Unis de la Grande Autriche*. Motivé par un double refus du dualisme et du fédéralisme historique, il préconise une recomposition de la Monarchie suivant des lignes ethniques. Sur cette base, l’Autriche serait partagée entre 15 Etats (*Gliedstaaten*) dotés d’une large autonomie. Le plan de Popovici prévoit en parallèle un renforcement du pouvoir central puisqu’aux compétences pragmatiques inscrites dans le Compromis de 1867, il ajouterait les attributions reconnues au Reichsrat autrichien par la Constitution de décembre 1867. Toujours dans le même souci, il appelle de ses vœux un parlement central qui couvrirait l’ensemble de la Monarchie, et donc la Hongrie.

Les raisons de l’intérêt porté par François-Ferdinand aux idées de Popovici sont évidentes. Il ne lui échappe pas que le projet d’Etats-Unis de la Grande Autriche répond au dessein de retirer aux Magyars l’influence prépondérante que le Compromis de 1867 leur a assurée. Il ne peut d’autre part que saluer le renforcement du pouvoir central qui entre totalement dans ses vues. Et pourtant François-Ferdinand s’abstient de retenir les propositions de Popovici. Le découpage de la Monarchie suivant des lignes ethniques lui paraît notamment une entreprise trop périlleuse pour que le risque soit pris de la tenter, dès lors que les peuples n’y occupent que rarement des territoires homogènes. Sauf à imposer un régime strict de protection des nationalités, le plan risquerait de multiplier les tensions et les conflits. François-Ferdinand n’entendant pas remettre en question les limites des *Kronländer*, ce refus le condamne à ses yeux, malgré l’intérêt qu’il a commencé par lui porter. En tout cas, cet abandon ne remet pas en cause les priorités de François-Ferdinand. Jusqu’au bout, il aura la volonté de s’attaquer au règlement de la question hongroise et se dira persuadé de l’attachement à la Monarchie des peuples soumis à la domination hongroise, notamment des Roumains. Celle-ci se manifesterait avec éclat dès qu’il aurait pu leur donner leur juste place.

Cette sollicitude de François-Ferdinand ne s’explique pas seulement par des considérations d’ordre intérieur. A la différence des Slovaques ou des Croates, les Roumains ont la particularité de posséder des co-nationaux en dehors des limites de la Monarchie. D’où une raison supplémentaire de veiller avec une attention toute vigilante au traitement qui leur est réservé. Le traité liant depuis 1883 Vienne à Bucarest souligne encore cette nécessité. Or, précisément, parmi les griefs formulés par François-Ferdinand contre les dirigeants hongrois pèse très lourd l’accusation qu’ils mettent en danger cette alliance par leur politique en Transylvanie.

François-Ferdinand s'affirme un partisan résolu de l'alliance roumaine. Mieux, il en fait le pivot du système diplomatique que Vienne doit s'employer à bâtir dans les Balkans, notamment pour contrer les ambitions de la Serbie. Porté par la pente de son esprit à juger les Etats d'après leur souverain, il inscrit d'abord au crédit de la Roumanie qu'il est possible de faire fond sur le roi Carol « un homme d'honneur et une lumière parmi les monarques »<sup>3</sup>. Il est un autre argument qui doit convaincre la Monarchie de reconnaître à la Roumanie le statut de partenaire privilégié dans cette région. Dans un espace largement peuplé de Slaves, elle possède l'atout de ne pas en compter à l'intérieur de ses frontières, ce qui ne la prédispose pas à céder aux sirènes du panslavisme.

Il est vrai que les guerres balkaniques mettent l'alliance à rude épreuve. Après être restée en dehors de la première, la Roumanie s'engage dans la seconde aux côtés de la Serbie contre la Bulgarie. Qu'elle se soit alliée à Belgrade pour ce conflit, ne peut qu'alarmer la diplomatie austro-hongroise. Or elle s'y est décidée alors même qu'elle venait, l'année précédente, de renouveler le traité qui la lie à l'Autriche-Hongrie. Ne faut-il pas y voir la preuve que la Monarchie ne peut plus s'en remettre à l'alliance roumaine et qu'elle serait mieux inspirée à fonder sa politique dans l'espace balkanique sur une entente avec la Bulgarie ?

Ferdinand, le roi de Bulgarie, n'est certes guère apprécié à la Cour de Vienne. Les deux Etats ont pourtant des intérêts communs. Lors de la Seconde Guerre balkanique, la Bulgarie n'a pas résisté à l'assaut des forces coalisées contre elle. Vaincue, elle a été contrainte d'abandonner la plupart de ses gains du conflit précédent, pertes auxquelles s'est ajoutée la cession de la Dobroudja méridionale à la Roumanie. Ainsi l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie partagent le triste sort d'être les grandes perdantes des guerres balkaniques, la première pour avoir subi un sérieux revers diplomatique et laissé la Serbie s'agrandir, la seconde pour avoir été empêchée de réaliser son programme d'expansion territoriale. Leurs échecs et leur hostilité contre la Serbie créent les conditions d'une alliance entre les deux Etats. Vienne est pourtant retenue d'aller trop loin dans cette voie par le souci de ne pas provoquer la Roumanie qu'un rapprochement trop marqué avec Sofia risquerait de jeter définitivement dans les bras de la Russie et de l'Entente.

François-Ferdinand reste d'abord très réticent à l'endroit d'un rapprochement avec la Bulgarie. Plus que jamais l'en retient son aversion pour le roi de Bulgarie qu'il charge de toutes les tares, sinon de tous les crimes. Comment faire confiance à un pays dont le souverain aurait, à l'en croire, assassiné sa première épouse ? La suite n'arrange pas le tableau puisqu'« il traite la seconde comme une femme de ménage, change de religion comme de chemise et, pour finir, ne cesse de mentir et de tromper »<sup>4</sup>. La conclusion est sans appel : ce roi « est et reste un vrai fumier »<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> François-Ferdinand au comte Berchtold, Konopischt, 16 janvier 1913, HHStA (Vienne), Nachlass Berchtold, Karton 4.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> François-Ferdinand au comte Berchtold, Blankenberghe, 6 juillet 1913, Nachlass Berchtold,

François-Ferdinand en tire la leçon qu'il n'est pas possible de faire fond sur un tel personnage dont la politique a par ailleurs pour maître mot un balancement perpétuel entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

François-Ferdinand ne reste pas, il est vrai, sur cette position entièrement négative. Il en arrive, à la lumière des événements, à admettre la nécessité de travailler à l'amélioration des relations avec Sofia. Il en vient même à souhaiter que la Bulgarie entre dans une alliance où elle rejoindrait l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Pourtant, lorsqu'il consent à l'envisager, ses préjugés de toujours ne sont pas loin. Maintenant que la Bulgarie est à genoux, il n'y a pas de gants à prendre avec elle. Qu'on la contraigne à abandonner son jeu traditionnel de bascule. Pour cela, il n'est de meilleur moyen que de la fixer dans une alliance où elle aurait les pieds et les poings liés. Un scénario pourtant hautement improbable ! Il apparaît en effet très douteux que la Bulgarie et la Roumanie puissent être associées dans une même alliance tant est lourd le contentieux qui les oppose.

Pour François-Ferdinand, la Roumanie reste le partenaire privilégié qu'il importe en conséquence de ménager. Dans la même lettre où il assouplit sa position face à la Bulgarie, il répète avec vigueur que la Roumanie est le principal pilier sur lequel la Monarchie doit s'appuyer dans l'Europe du Sud-Est. Il en donne encore la preuve en obtenant du comte Berchtold, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, qu'il nomme le comte Ottokar Czernin, un de ses proches, dans le poste d'ambassadeur à Bucarest. Ce n'est pas qu'il ne reconnaisse que la Seconde Guerre balkanique n'ait laissé des traces. Alors qu'il avait pressé en 1912 Berchtold de mettre à profit un voyage en Roumanie pour tenter de convaincre ses interlocuteurs de compléter l'alliance d'une convention militaire, il convient maintenant que cet objectif n'est plus de saison. Par son intervention dans le conflit au côté de la Serbie, la Roumanie a fait un pas en direction de l'Entente. Elle se rangeait jusqu'à présent du côté de la Monarchie par hostilité à la Russie. Le fait nouveau est qu'elle n'est plus fermée à la tentation russe. Ce qui aurait été impensable il y a peu encore, le Tsar ne s'y rend-il pas, en juin 1914, en visite officielle ? Voici donc les Roumains placés désormais devant deux options, mais, alors qu'il n'avait pas de mots assez durs pour fustiger le jeu de bascule du roi de Bulgarie, François-Ferdinand conclut ici que ce balancement n'a rien que de fort compréhensible : « Les Roumains, concède-t-il, sont des Realpolitiker, ils veulent tenir deux fers au feu et se demandent qui de la Bessarabie ou de la Transylvanie leur reviendra à l'avenir<sup>6</sup> ».

Rien d'irréparable n'a pourtant encore été commis. Encore faut-il savoir négocier ce moment difficile. Il importe donc d'éviter la maladresse qui consisterait à presser la Roumanie de choisir son camp dès maintenant, un acharnement qui ne pourrait avoir qu'un effet contre-productif. Ce faisant,

Karton 4.

<sup>6</sup> François-Ferdinand au comte Berchtold, Miramare, 12 avril 1914, Nachlass Berchtold, Karton 4.

François-Ferdinand se démarque de Czernin qui, depuis son poste de Bucarest, exhorte à hausser le ton. Il se félicite que, sourd à ces appels, Berchtold ait le souci de ne pas compromettre l'avenir par des initiatives maladroites. « Aussi longtemps qu'un changement complet dans le domaine politique ne sera pas intervenu, ajoutet-il, les Roumains n'afficheront pas leur couleur<sup>7</sup> ».

L'allusion est claire. La montée de François-Ferdinand sur le trône créera les conditions d'un changement radical. La mise au pas de la Hongrie lui donnera les moyens de régler la question des Roumains de Transylvanie sur les relations avec le Royaume. Dès lors que les dirigeants roumains auront pu voir la bonne volonté du nouvel empereur se traduire dans des actes forts, nul doute que l'actuel dilemme ne sera tranché au bénéfice de la Monarchie. Les coups de pistolet de Sarajevo empêcheront à jamais de savoir s'il s'agissait là d'un calcul fondé ou d'une pure illusion.

<sup>7</sup> *Ibid.*